

M. MASSERET (France) - Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord féliciter notre rapporteur, M. Gusenbauer, pour son excellent rapport.

Son rapport est important parce que les pays d'Europe centrale et orientale, qui se sont libérés du joug communiste totalitaire, sont confrontés à deux transitions: l'une démocratique, l'autre économique.

La transition démocratique, nous savons la conduire. En tout cas, nous avons des repères sûrs: de nouvelles institutions, des constitutions démocratiques, des élections libres, le droit de la presse, le droit des citoyens, leur participation à la vie publique. Et nous avons des instruments juridiques qui nous permettent d'aider de façon précise, très concrète, le passage d'un régime totalitaire à un système démocratique.

La seconde transition est économique. Il s'agit de passer d'une économie administrée à une économie de marché. Mais nous avons très peu d'instruments et de savoir-faire entre les mains.

Cette époque nouvelle pour les pays d'Europe centrale et orientale a fait naître chez les citoyens de grandes espérances. La démocratie était perçue comme un arbre de Noël qui devait apporter des satisfactions sur tous les plans. Or la réalité est différente des espérances. Ce décalage entre les espérances et la réalité n'est pas sans conséquences sur la perception des citoyens quant au fonctionnement de la démocratie. Ce décalage peut même mettre en péril la démocratie.

En effet, il ne faudrait surtout pas que les citoyens assimilent le passage à la démocratie à l'émergence d'un grand nombre de difficultés sociales. Or le rapport contient à cet égard deux chiffres terribles: le nombre de pauvres serait passé, entre 1989 et 1994, de 8 à 56 millions et, dans le même temps, l'espérance de vie aurait diminué.

Cette situation fait donc courir à la démocratie de graves dangers. Les citoyens pourraient prendre en grippe la démocratie et dire: «si c'est cela le résultat des espérances que nous attendions, peut-être vaut-il mieux revenir à une époque où nous avions, à côté de très grandes difficultés, un certain nombre de garanties sociales, la garantie d'être soignés, d'être suivis, d'avoir une retraite? Nous avons alors le sentiment de ne pas être abandonnés!»

Il faut que nous démontrions que la démocratie ce n'est pas inéluctablement l'émergence de malheurs sociaux. Ceux-ci ne sont pas inévitables même si la situation est difficile. Nous devons contourner l'écueil de la démagogie, l'écueil du nationalisme et l'écueil du bouc émissaire.

Dans cette situation, Monsieur le Président, les élus ont une très grande responsabilité: aucun texte ne pourrait suppléer l'exercice de leur réflexion, l'exercice de leur volonté et le courage d'affronter effectivement des situations difficiles.

A cet égard, le rapport met le doigt sur un certain nombre de points extrêmement précis qui méritent notre attention. Mon collègue anglais, M. Rathbone, disait tout à l'heure que le communisme pouvait nuire gravement à la santé. Il a parfaitement raison à cet égard. Mais on pourrait ajouter que l'ultralibéralisme nuit également gravement à la santé.

Quelle est la difficulté à laquelle ces pays sont confrontés? D'un côté, il est nécessaire de créer des richesses. De l'autre, il faut savoir comment les répartir pour qu'il y ait le moins d'exclus possible, pour qu'un nombre minimum de citoyens se trouvent laissés au bord du chemin. Autrement dit, il faut éviter l'écueil d'une société duale dans un temps extrêmement bref.

Nos sociétés occidentales ont été confrontées à peu près aux mêmes difficultés dans l'histoire, mais elles ont eu du temps pour gérer ces situations. Par le jeu des communications, de la mondialisation des échanges, des images, l'impatience des citoyens est devenue forte. A cette impatience, il faut pouvoir apporter des réponses.

31/5/95  
INT. SIM. FRA → ITA. ANNO 30  
T ② Leçeçe: FEBHAR FOLTI TL = 5'38"

1118/13

02-1118-B-SIH-6